

tecas. Cortina se préparait à attaquer Monterey et Saltillo : Negrete avait promis de débarquer dans le Tamaulipas et de s'engager dans le Huasteca, pendant que Corona descendrait sur Culiacan. A l'appui de ce plan bien concerté, notre consul à San-Francisco nous avisait que le général Miller, collecteur des douanes dans cette ville, venait d'autoriser le transit et l'embarquement des armes et des munitions, envoyées aux dissidents mexicains par les agents officiels de Juarez, pendant que le général Vega engageait clandestinement, sur une grande échelle, les soldats licenciés américains, pour les diriger par petits détachements sur la Sonora. De plus, les provinces de l'intérieur avaient besoin d'être fermement contenues dans le devoir. Presque tous les régiments mexicains étaient travaillés par les libéraux : leurs généraux eux-mêmes recevaient de secrètes propositions de l'ennemi. Certains y prêtaient l'oreille : le général Quiroga, il faut le reconnaître à son honneur, dénonçait ces manœuvres au commandement français. La désertion, d'ailleurs, était à l'ordre du jour. Ainsi, le général Lopez, dont le commandement s'exerçait à Matehuala, comptait un effectif de 500 hommes ; la solde manquait depuis plusieurs jours : la contre-guerilla française, émue du dénûment de soldats privés de vivres et de vêtements, leur consentit des avances sur sa propre caisse. A peine habillés et payés, trois cents de ces Mexicains firent défection en huit jours.

Il fallait s'attendre à voir bientôt se manifester l'influence du nouveau ministère, jaloux de se venger des mesures libérales inaugurées avant l'arrivée de Maximilien à Mexico, à l'époque où le général en chef avait déclaré valables les ventes des biens de mainmorte, sauf pour les cas d'acquisition

frauduleuse. Notre quartier général, de son côté, ne pouvait s'associer qu'avec déplaisir à la politique d'une réaction aussi marquée et totalement contraire aux aspirations de la cour des Tuileries, qui s'était déclarée pour le triomphe des idées libérales, et cela, depuis la prise de commandement par le maréchal Bazaine. Nous en trouvons la preuve dans une lettre particulière, adressée par l'empereur Napoléon au général Almonte, lorsque ce dernier présidait la régence à Mexico. Almonte avait subi un instant l'influence réactionnaire de Mgr La Bastida, qui, de son côté, s'était prétendu, en réclamant les biens du clergé, autorisé par les encouragements personnels de Napoléon III et de l'impératrice Eugénie : l'empereur des Français s'était plaint confidentiellement à Almonte lui-même de cette attitude.

*Au général Almonte, président de la Régence.*

Compiègne, 16 décembre 1863.

Mon cher général,

Je n'ai pas répondu depuis longtemps aux lettres que vous m'avez écrites, parce que, je l'avoue, je n'étais pas très satisfait de la marche des affaires au Mexique et que je préférais que mon mécontentement ne vous arrivât pas directement.

En effet, tant que mon armée sera au Mexique, je ne permettrai pas qu'il s'établisse une réaction aveugle qui compromettrait l'avenir de ce beau pays et qui, aux yeux de l'Europe, déshonorerait notre drapeau.

Je vous écris aujourd'hui pour vous remercier du magnifique album que vous m'avez envoyé. C'est un souvenir précieux pour moi et le beau travail de la reliure fait honneur à l'industrie de votre pays.

Je vous prie de remercier aussi, de ma part, M. José Salazar Illaregui, ministre *del Fomento*, de la dédicace qui accompagnait cet album et qui m'a vivement touché.

J'espère que dans ce moment M<sup>me</sup> Almonte vous aura rejoint. Je vous prie de me rappeler à son souvenir.

Recevez, mon cher général, l'assurance de mon amitié,  
NAPOLÉON.

Ainsi, l'empereur des Français avait condamné la réaction cléricalle. L'empereur du Mexique, de son côté, avait pris à Rome des engagements formels en faveur de l'église.

L'entrée aux affaires des nouveaux ministres devait être une source certaine de mésintelligence entre la France et le Mexique. Les hostilités ne tardèrent pas à s'ouvrir entre la couronne soumise à de fâcheuses influences et le représentant militaire du gouvernement français. C'est à cette heure que le maréchal avait le droit de s'applaudir d'avoir épargné au Mexique les rigueurs d'un état de siège, qui eût été terrible sous l'action du fanatisme religieux !

La prise par les dissidents du port de Tampico, si important par ses recettes douanières, fut le prétexte des attaques du ministère, qui s'était flatté un instant que notre drapeau, compromis dans un brusque conflit avec les Etats-Unis, se trouverait tellement engagé, que la France, loin de pouvoir se retirer, se verrait forcée d'appeler de nouveaux renforts. Maximilien, il faut le reconnaître, s'était aperçu que la politique des Tuileries tenait deux langages ; que les ministres contredisaient les assurances de son allié, qui n'avait cessé de lui promettre concours efficace et appui moral ; qu'en fin de compte, l'empereur Napoléon l'avait placé dans une

dure alternative, en lui faisant signer la convention du 30 juillet.

L'empereur du Mexique avait profité à son tour de ces leçons d'une politique aujourd'hui en honneur en Europe. Aussi, n'hésitait-il plus à jeter des germes de discorde dans le camp français, en faisant appel à certains dévouements qui, par suite de leur complète ignorance des instructions du cabinet des Tuileries, déploraient la rigueur des mesures d'évacuation, bien que ces dernières fussent encore tempérées par notre quartier général. Oubliant que la discipline est la première loi d'une armée, il cherchait à se créer des partisans dans nos propres rangs, dans l'espoir que leur opposition aurait de l'écho en France et serait assez forte pour ralentir notre mouvement de retraite.

Les innovations répétées que subissait la maison militaire de Maximilien avait souvent même révélé, de la part du souverain, un manque réel d'expérience comme un oubli complet de la hiérarchie. Ainsi, la lettre suivante, émanée du cabinet impérial, avait eu un instant pour but de contraindre un maréchal de France, comme tous les ministres de la couronne, à correspondre avec l'empereur par l'entremise d'un capitaine du corps expéditionnaire.

*Cabinet militaire de l'Empereur.*

Mexico, 7 mars 1866.

Monsieur le maréchal,

J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le cabinet de l'Empereur est supprimé et remplacé par un secrétariat.

Sa Majesté place à la tête de la section militaire de ce secrétariat M. le capitaine X...

C'est par l'intermédiaire de ce dernier officier que l'Empereur désire correspondre à l'avenir avec Votre Excellence, avec le chef d'état-major général et les divers ministres.

Je ne saurais vous faire connaître encore le nom du chef de la section civile.

*Le Chef de cabinet.*

A cette heure où il se sentait, avec raison, dégagé de toute reconnaissance pour le gouvernement français, Maximilien ne tendait plus qu'à un but : celui de tirer le meilleur parti et d'user le plus longtemps possible de nos soldats et de notre trésor pour sauver sa couronne. Il était dans son droit. Aussi exprimait-il sans cesse le désir que les Français gardassent spécialement les lignes du nord et les ports voisins des États-Unis. Il y avait sur ce terrain chance de choc avec les Américains : mais le quartier général se tenait en garde et obéissait aux instructions émanées de Paris, tout en prêtant son entier concours à la couronne du Mexique, qu'il avait toujours mission de défendre, puisque la convention du 30 juillet avait été signée. Ce fut sous l'impression de ces espérances, déçues par notre abandon complet du nord-frontière, que Maximilien écrivit au général en chef :

Alcazar de Chapultepec, 4 août 1866.

Mon cher maréchal,

La prise de la ville de Tampico par les dissidents, l'évacuation de Monterey, m'apprennent que les résultats de la campagne dans le nord auront pour mon pays les plus graves conséquences.

Je désire donc être instruit du plan que vous vous proposez de suivre dans vos opérations, afin que je tente de sauver, s'il

est possible, les adhérents à l'empire et les malheureux fonctionnaires qui se sont sacrifiés pour notre cause.

MAXIMILIEN.

Cette lettre atteste une grande irritation, bien légitime de la part du prince, qui est encore sous le coup de la note impériale partie de Paris à la date du 31 mai, et qui sent toutes ses espérances trahies. Si le général en chef eût été reçu au palais, où il se présenta lors de son départ pour cette tournée du nord, ces questions eussent pu recevoir une solution plus conciliante. A mesure que se précipitera cette pénible histoire, on verra que, dans tous ses rapports personnels avec le maréchal, la correspondance du souverain ne cesse d'accuser des sentiments d'une cordiale bienveillance. Mais, dès que reparaîtront les grands intérêts militaires de la couronne mexicaine, mis en jeu par le retrait anticipé de nos troupes, ce ne sera plus, avec raison, que le représentant du gouvernement contre lequel il se sent de puissant griefs, que Maximilien aura devant les yeux ; et partant, les relations seront aussi tendues de part et d'autre que la situation elle-même, le quartier général ne pouvant, après plusieurs blâmes déjà reçus de Paris, que se conformer aux instructions du cabinet français.

Le général en chef répondit de son camp :

Peotillos, 12 août 1866.

Sire,

Je reçois à l'instant la lettre de Votre Majesté, en date du 4 août courant.

En associant le fait de la prise de Tampico par les dissidents

à l'évacuation de Monterey, par mes ordres, Votre Majesté semble vouloir m'imputer la responsabilité de ces deux faits. Je croyais avoir suffisamment exposé à Votre Majesté, par mes deux lettres écrites de San-Luis Potosi, à la date du 11 juillet, n° 7, et du 20 juillet, n° 46, la situation de Nuevo-Leon et de Cohahuila, pour que la nécessité de l'évacuation de Monterey, après la destruction des troupes du général Mejia et la capitulation de Matamoros, dans les conditions morales où se trouvait la légion belge, fût reconnue, non-seulement au point de vue politique, mais surtout au point de vue militaire.

La capitulation de Matamoros et les conséquences qui en sont résultées ne sont point de mon fait, et je n'ai pas pu formuler mon appréciation à ce sujet. J'avais à parer aux exigences d'une situation que je trouvais toute faite, et je crois avoir rempli mon devoir envers le souverain en mettant sous ses yeux tous les documents joints à mes lettres précitées, dont j'ai d'ailleurs envoyé le duplicata à mon gouvernement.

Quant à la prise de la ville de Tampico par les dissidents, j'aurai l'honneur de rappeler respectueusement à l'Empereur, qu'avant d'entreprendre ce qu'il veut bien appeler ma campagne dans le nord, au moment où les débris des troupes du général Mejia arrivaient à Vera-Cruz, j'ai demandé l'envoi à Tampico de M. le général Olvera, avec ce qui restait de sa brigade. Les instances du général Mejia auront vraisemblablement fait modifier la première décision de Votre Majesté, qui était favorable au mouvement projeté; car la brigade Olvera ne s'est point rendue à Tampico, et a même été dirigée depuis sur Mexico, contrairement à des ordres que j'avais laissés, et qui correspondaient à une combinaison militaire, dont l'effet avorté a ses conséquences actuelles dans l'État de Queretaro.

Un défaut de concours analogue, que refusa de me prêter M. le général de Thun, n'a pas peu contribué non plus aux désastres qui frappent le Tamaulipas. Le général Mejia se plaignit

que ses soldats fussent exposés aux dangers de la fièvre jaune à Tampico.

Un faible détachement de la contre-guérilla, le seul dont je pusse disposer pour constituer une garnison à Tampico, fut alors embarqué à la Vera-Cruz, sans compter avec les rigueurs du climat, qui nous a coûté un bataillon l'année dernière. Je ne sache pas que ce détachement ait abandonné son poste, ni livré ce qu'il était chargé de défendre.

Votre Majesté m'exprime le désir d'être instruite du plan que je me propose de suivre dans mes opérations.

Si Votre Majesté eût daigné me recevoir lorsque, la veille de mon départ de Mexico, je sollicitais l'honneur de prendre congé d'elle, je lui eusse exposé mes projets, qui consistaient simplement à reconnaître de mes propres yeux l'effet produit dans le nord de l'empire par les événements de Matamoros; à m'assurer de l'exactitude des rapports qui m'étaient adressés, sur le peu de confiance que l'on devait avoir dans les principaux fonctionnaires et sur l'esprit généralement hostile des populations de ces contrées.

C'est après avoir constaté toutes ces vérités, que, m'appuyant sur les rapports des généraux Douay et Jeanningros, j'ai reconnu l'impossibilité de conserver pour le moment des points avancés, qui ne pouvaient être qu'une source de dangers et de dépenses continuelles. J'ai pris, en en rendant compte à Votre Majesté, le parti, que je persiste à croire sage, d'ordonner l'évacuation de Monterey et de Saltillo, afin d'établir en arrière une ligne forte, facile à garder, et séparée de la première par un véritable désert, où alliés comme ennemis ne peuvent compter sur aucune ressource. Mon opinion était et est encore, qu'il est préférable de développer son influence dans l'intérieur, en concentrant ses moyens d'action dans une zone déterminée, que de s'user aux extrémités, soumises aux influences de la frontière.

Votre Majesté provoque des explications; je les lui donnerai sincères.

L'abandon absolu dans lequel les anciens ministres de l'empire ont laissé le général Mejia à Matamoros a déterminé la capitulation de cette place; la triste situation qui est faite au général Montenegro à Acapulco, malgré mes nombreuses réclamations, malgré les promesses toujours faites et jamais tenues, entraînera, je n'en doute pas, un jour ou l'autre, ou la défection de cette troupe qui a donné des preuves réelles d'abnégation et de dévouement, ou la capitulation de la place.

En présence de cette inertie, de ce mauvais vouloir flagrant que je ne crains pas de dénoncer encore à Votre Majesté, tout en accomplissant loyalement envers l'empereur du Mexique, avec conscience et dévouement, la mission que m'a confiée mon Souverain, je dois me préoccuper des soins que m'impose mon devoir comme mon droit de commandant en chef de l'armée française.

Ma lettre du 11 juillet a exposé à Votre Majesté mes devoirs en vue des éventualités d'une prochaine évacuation par une notable portion de l'armée confiée à mon commandement.

Comme conséquence naturelle des événements et des appréhensions qu'il m'est permis de concevoir sur le rôle que l'élément mexicain joue dans ce pays, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Majesté qu'il me sera impossible de laisser mes troupes à Guaymas et à Mazatlan.

Depuis longtemps le gouvernement mexicain a pu et dû s'occuper d'assurer le maintien du pouvoir impérial dans ces deux places. Je me vois forcé de laisser la Sonora et le Sinaloa aux seules ressources dont dispose le gouvernement de Votre Majesté, et je ne tarderai pas à rappeler les troupes françaises qui occupent ces contrées éloignées.

Quant aux fonctionnaires qui ont prêté leur concours au gou-

vernement de Votre Majesté, je les crois trop habiles, ou pour s'être compromis inutilement, ou pour s'exposer à des éventualités prévues par eux.

Ils ont su jusqu'ici et sauront tous, dans l'avenir, se mettre d'eux-mêmes à l'abri de tout danger.

En résumé, sire, je ne crois pas que l'évacuation de Monterey et de Saltillo puisse avoir pour le pays de Votre Majesté des conséquences aussi graves qu'elle semble le craindre.

Il faut savoir, à la guerre, faire la part des éventualités et sacrifier momentanément une portion de son territoire pour assurer le principal, dût-on plus tard, si l'ennemi s'est usé ou affaibli par les désertions, reprendre l'offensive et rétablir sa prépondérance.

Votre Majesté dispose déjà et disposera toujours, j'en ai la conviction, pour arriver à ce but, d'éléments (la légion étrangère et la brigade autrichienne), qui ne la laisseront pas dans l'embarras.

C'est avec le plus profond respect, sire, etc.

BAZAINE.

Il ressort de cette lettre, qui indique clairement la tension survenue dans les rapports officiels, par suite de l'attitude du cabinet français, que notre armée tenait toujours les positions les plus périlleuses, positions évitées par les troupes mexicaines. Nos ports de France, qui ont assisté au retour des régiments d'infanterie de marine, peuvent dire combien le séjour des Terres-Chaudes, et de Tampico surtout, leur a enlevé d'enfants. La contre-guerilla française y avait été largement éprouvée à son tour, tant par le feu que par la maladie.

Cependant Tampico n'était tombé au pouvoir des libéraux que grâce à la trahison des soldats mexicains qui faisaient

égorger une partie des nôtres dans le fort d'Iturbide. On n'a pu oublier la valeureuse défense du capitaine Langlois qui, malgré la famine et le vomito, résista pendant des semaines, avec ses deux cents contre-guerillas, aux deux mille libéraux du chef Pavon, et qui ne rendit le fort de Casa-Mata que pour défilier librement devant l'ennemi, les armes chargées et son enseigne fièrement déployée.

Quant à la place de Monterey, confiée à la garde de la légion belge, la lettre de Maximilien, reproduite ici, indique assez le concours qu'il pouvait attendre du cabinet de Bruxelles et du corps belge, récemment mutiné. Ce malheureux prince ne bénéficiait même plus de l'appui des étrangers, qu'il avait été si impolitique d'appeler à la défense du trône.

Mon cher maréchal,

L'état de surexcitation qui existe actuellement dans le régiment belge, démontré par la dernière dépêche télégraphique des officiers, et qui est produit par des causes extérieures, la réorganisation qu'il est nécessaire de lui faire subir, et enfin la nécessité où sont les officiers de s'embarquer au plus tard le 13 septembre, puisque le gouvernement belge n'a pas accordé les prolongations de congé, me font croire qu'il serait désirable et prudent de faire rentrer pour quelque temps le régiment belge à Mexico ou une des villes voisines, et je crois qu'il serait bon de donner en conséquence des ordres relatifs. Vous voudrez bien me communiquer votre avis sur cette question aussi grave que désagréable.

Recevez, mon cher maréchal, l'assurance des sentiments de sincère amitié avec lesquels je suis votre très affectionné,

MAXIMILIEN.

Chapultepec, le 30 août 1866.

Il faut dire ici que Maximilien n'apprit que plus tard que le roi des Belges avait autorisé ses officiers à prolonger leur séjour au Mexique jusqu'au mois d'avril 1867. Mais, par malheur, la dépêche émanée de Bruxelles, à la date du 30 juillet 1866, et adressée au chargé d'affaires de Belgique à Mexico, s'était égarée pendant six semaines et ne parvint à ce diplomate, d'après son assertion, que le 21 octobre suivant, époque à laquelle tous les officiers belges, à l'exception de cinq, avaient déjà pris la mer pour retourner en Europe.

A l'exemple de ce contingent étranger, l'armée nationale était en pleine décomposition. L'édifice impérial craquait de toutes parts, par suite de la pénurie du trésor. Les bataillons de *cazadores* eux-mêmes, cette suprême ressource des mauvais jours, qui avaient jusqu'ici rendu d'importants services et dont les commandants français n'hésitaient pas à se faire tuer, étaient menacés de périr faute d'argent et de recrutement. Grâce à l'action exercée par le nouveau ministère, les fonctionnaires, les préfets impériaux et les grands propriétaires, qui recevaient le mot d'ordre de Mexico, se refusaient à fournir des soldats. Le parti clérical, qui voulait que Maximilien se livrât à lui pieds et poings liés, employait tous les moyens pour secouer le joug de l'intervention française et s'affranchir de sa direction militaire. Aussi le dégoût et la lassitude s'emparaient-ils de nos officiers qui demandaient leur rappel dans toutes les provinces où fonctionnaient les *cazadores*. A Queretaro, à Mazatlan, partout s'élevaient les mêmes plaintes, accompagnées d'offres de démissions. Les deux documents qu'on va lire, et qui ont été choisis parmi plusieurs autres conçus dans le même esprit,